

Nancy le 12 juin 2018

Monsieur le Président du CHSCT,

Après la réforme territoriale avec l'INSEE Ambition 2025 avec la préfecture PPNG et sa réforme nommée « Plan Préfecture Nouvelle Génération 2022 » que pouvons nous espérer pour les ministères Financiers avec « CAP 2022 » ???

Certes, ce ne sera pas le Cap de Bonne Espérance, mais plutôt la traversée du Cap Horn.

D'ailleurs, nous pourrions l'intituler « coupe 2022 », car aux annonces sans cesse reportées, les dés sont déjà jetés. 120 000 suppressions d'emploi dans les 3 fonctions publiques, 50 000 suppressions d'emplois dans la fonction publique d'État.

Coupe Avant Perdition 2022

Monsieur le Président,

Dejà presque un an, vous nous avez entendu afin que nous puissions tenir un CHSCT Insee, nous aurions pu penser que nous allions avoir enfin le résultat des courses concernant notre demande d'expertise intersyndicale en décembre 2015. Mais il n'en est rien, M. BABEAU, ce n'est pas votre bonne volonté qui est en cause, mais c'est cet état de résilience qui nous est imposé par quelques non décisions d'une administration, invisible et inodore ... faudrait-il faire une saisine du Tribunal Administratif afin de connaître et d'entrevoir la fin du tunnel ?

Certes depuis 2010, les services de l'Insee sont en permanence en mouvement, les agents sont ballottés de réformes en réformes. Pour les agents, c'est la mobilité permanente pour la défense du droit des agents, c'est l'inertie complète et volontaire exercée par l'administration qui prime. Alors M. Creusat, ne vous étonnez pas que pour le garage à vélo, Solidaires Finances Publiques ose espérer que vous avez encore quelques deniers pour ce site dont vous promettez la pérennisation.

M. le président, nous déplorons aussi l'absence du médecin de prévention et de l'Inspecteur Santé Sécurité au travail.

A votre commission d'enquête, nous pouvons répondre :

INSEE – Les agents inquiets pour leur avenir.

Conditions de travail dégradées, souffrance au travail, tels sont les griefs mis en avant par l'intersyndicale et bon nombre d'agents de l'établissement nancéen de l'INSEE. Mais ce constat résulte directement d'une autre cause, qui n'a pas échappé à ces spécialistes des moyennes variables : l'incertitude sur le sort qui leur est échu depuis la réforme territoriale mise en acte depuis le 1^{er} janvier 2016.

Une baisse de 45 % des effectifs

Ils sont d'autant plus amers que l'intersyndicale avait dès décembre 2015 demandé une expertise pour connaître à titre préventif l'impact de la réforme sur l'organisation de l'Insee. « Elle n'a toujours pas eu lieu alors que la réforme est entrée dans les faits ».

Depuis, la direction régionale située à Nancy a vu ses effectifs diminuer considérablement au profit d'une fuite vers Strasbourg, que l'intersyndicale accuse d'aspirer les services clés pour ne laisser qu'un « service croupion de ressources humaines », une partie de la production, et de ne garder que ce qui est local, le rendu des études se faisant à la nouvelle direction Grand Est de Strasbourg. « Les effectifs étaient de 163 agents en 2003, et de 89 en 2016 après la réforme. Soit une baisse de 45 % des effectifs »

Sous-jacente, l'inquiétude sur l'avenir même de l'établissement nancéen, qui n'a pas eu la chance d'être pérennisé, quand la direction générale sous sarkosy a été déménagé de Paris à Metz ... Une expertise du CHSCT décrivant tous ces maux devait être envoyée au ministère de tutelle, mais elle n'y est toujours pas arrivée. Les syndicats envisagent de porter l'affaire au tribunal pour délit d'entrave.